

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AOÛT 1928.

PROJET DE LOI

**approuvant l'Accord relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers,
conclu le 4 juillet 1928 entre la Belgique et la France.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à l'approbation de la législature un accord entre la Belgique et la France relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers.

Les ouvriers frontaliers, c'est-à-dire ceux travaillant dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles situés en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils rentrent chaque jour ou chaque semaine, et les ouvriers saisonniers, c'est-à-dire ceux qui chaque année travaillent temporairement en France, tout en conservant leur domicile en Belgique, se trouvent dans des conditions particulières dont il y a lieu de tenir compte dans l'application des formalités administratives prévues en France pour la protection du marché du travail national.

En effet, la réglementation qui leur est appliquée actuellement est essentiellement instable et peut être modifiée par simple décret français.

Les frontaliers belges ne résidant pas en France et rentrant tous les jours dans le Royaume ne sont pas astreints à posséder une carte d'identité française, ils peuvent entrer librement, ne sont soumis à aucune des prescriptions prévues pour contrôler et réglementer l'immigration de la main-d'œuvre, et ne sont donc assujettis à aucune taxe.

Cette situation de fait est consacrée par l'accord qui vous est soumis. Il ne prévoit que quelques formalités jugées indispensables aussi bien dans l'intérêt des travailleurs que dans celui des Gouvernements intéressés.

En vertu de l'accord nouveau, l'ouvrier frontalier belge devra se munir auprès du bourgmestre de sa commune en Belgique d'une carte d'identité qui lui sera délivrée sur le vu :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs;

2° D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'Office public de placement français compétent.

Les cartes de travailleurs frontaliers qui justifieront par un certificat de leur employeur qu'ils étaient occupés au moment de la mise en vigueur de l'accord

dans un établissement industriel, commercial ou agricole français seront visées de droit jusqu'au 1^{er} janvier 1929.

Les travailleurs belges saisonniers, c'est-à-dire ceux qui viennent travailler en France pour une durée n'excédant pas le laps de temps pour lequel la carte d'identité française n'est pas exigée (actuellement 60 jours consécutifs) sont soumis aux formalités suivantes :

Ils devront se munir auprès du bourgmestre de leur commune en Belgique d'une carte d'identité qui leur sera délivrée sur le vu :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs ;

2° D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'autorité compétente française.

En outre, le travailleur saisonnier devra faire viser son carnet à l'entrée et à la sortie du territoire français par le commissaire spécial français en lui présentant en même temps le certificat dont il est question ci-dessus.

Cette dernière formalité doit permettre d'exercer un contrôle sur la durée du séjour en France de l'ouvrier saisonnier et de le mettre à l'abri de réclamations injustifiées quant au paiement de la taxe.

En effet, du moment que la durée ne dépasse pas 60 jours *consécutifs*, l'ouvrier saisonnier peut au cours d'une même année résider en France pendant plusieurs périodes dont la durée ne dépasse pas 60 jours, sans être astreint à la carte d'identité et à la taxe.

L'article 3 de l'accord qui vous est soumis consacre le principe de la gratuité de la délivrance de la carte par les autorités belges et des visas par les autorités françaises aussi bien pour les frontaliers que pour les saisonniers. En outre, il comporte pour les frontaliers la reconnaissance des droits acquis pour tous ceux occupés en France depuis le moment de la signature de l'accord jusqu'au 1^{er} janvier 1929.

La gratuité de la délivrance de la carte par les autorités belges entraînera pour le Trésor une dépense assez considérable surtout au début, pendant la période de mise en application du nouveau régime.

On évalue le nombre d'ouvriers belges qui se rendent chaque jour et chaque semaine en France à plus de 100,000.

A diverses reprises, on a constaté dans les cercles administratifs et ouvriers, aussi bien en Belgique qu'en France, qu'il serait hautement désirable de connaître la statistique exacte du mouvement de la main-d'œuvre frontalière et saisonnière entre les deux pays. Il sera possible par la mise en vigueur du présent accord de remédier à cette lacune et c'est le Gouvernement belge qui sera chargé d'établir la statistique dont il s'agit à l'aide des données fournies par les bourgmestres des communes belges intéressées.

J'ai la confiance, Messieurs, que vous voudrez bien réserver à ce projet de loi un accueil favorable.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

ACCORD
ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
RELATIF AUX
TRAVAILLEURS FRONTALIERS ET SAISONNIERS

Considérant que de tout temps un grand nombre de sujets belges sont venus travailler dans des établissements industriels, commerciaux et agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils rentrent chaque jour ou chaque semaine;

Que de tout temps également des sujets belges sont venus chaque année travailler temporairement en France comme ouvriers saisonniers, tout en conservant leur domicile en Belgique;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces conditions particulières dans l'application des formalités administratives prévues en France pour la protection du marché du travail national;

Vu les articles 1 et 10 du Traité de Travail franco-belge;

Les soussignés plénipotentiaires des deux Gouvernements respectifs sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les travailleurs belges frontaliers, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux, ou agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils retournent, en principe, chaque jour ou chaque semaine, sont soumis aux formalités ci-après :

A. — Le travailleur frontalier devra se munir auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci sur le vu :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs;

2° D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'Office public de placement français compétent;

B. — Le travailleur frontalier devra faire ensuite viser sa carte d'identité, dans les huit jours, par ledit Office public de placement.

La carte d'identité délivrée en vertu du présent accord sera valable pour deux ans.

A titre transitoire les cartes délivrées en 1928 seront valables jusqu'au 31 décembre 1930.

ART. 2.

Les travailleurs belges saisonniers, c'est-à-dire ceux qui, tout en conservant leur domicile en Belgique, viennent travailler en France, dans un établissement industriel, commercial ou agricole, pour une durée n'excédant pas le laps de

temps pour lequel la carte d'identité française n'est pas exigée, sont soumis aux formalités ci-après :

A. — Le travailleur saisonnier devra se munir auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci, sur le vu :

- 1° D'un certificat de bonne vie et bonnes mœurs;
- 2° D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'autorité compétente française.

Le bourgmestre devra indiquer sur la carte d'identité :

- a) les noms et adresse de l'employeur;
- b) la profession que doit exercer le travailleur saisonnier;
- c) l'indication de l'autorité française qui a visé le certificat.

B. — Le travailleur saisonnier devra faire viser sa carte à l'entrée et à la sortie du territoire français, par le Commissaire spécial français, en lui présentant en même temps le certificat ci-dessus.

ART. 3.

Les cartes de travailleur frontalier ou de travailleur saisonnier sont délivrées et visées gratuitement.

Les cartes de travailleurs frontaliers qui justifieront par un certificat de leur employeur qu'ils étaient occupés, au moment de la mise en vigueur du présent accord, dans un établissement industriel, commercial ou agricole, seront visées de droit jusqu'au 1^{er} janvier 1929.

ART. 4.

En cas de délit commis par le porteur d'une carte de frontalier ou de saisonnier, les administrations compétentes de l'un ou l'autre pays lui retireront ladite carte.

Les cartes retirées par l'administration française seront renvoyées au Gouvernement belge en indiquant le motif du retrait.

ART. 5.

Le présent accord sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que possible. Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1930. Il sera renouvelé ensuite tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 juillet, mil neuf cent vingt huit.

*L'Ambassadeur Extraordinaire
et plénipotentiaire
de S. M. le Roi des Belges,
(S.) E. DE GAIFFIER.*

*Le Ministre
des Affaires Étrangères
de la République française,
ARISTIDE BRIAND.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 AUGUSTUS 1928.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het tusschen België en Frankrijk gesloten akkoord
betreffende de grens- en seizoenarbeiders.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering des Konings heeft de eer een tusschen België en Frankrijk gesloten akkoord betreffende de grens- en seizoenarbeiders aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers te onderwerpen.

De grensarbeiders, dat is te zeggen degenen die in de in Frankrijk gelegen nijverheids-, handels- en landbouwinrichtingen werken, terwijl zij hunne woonplaats in België behouden, waarheen zij iederen dag of iedere week terugkeeren, en de seizoenarbeiders, dat is te zeggen degenen die ieder jaar voor een tijd in Frankrijk werken, terwijl zij hunne woonplaats in België behouden, bevinden zich in bijzondere omstandigheden waarmede rekening dient gehouden bij het toepassen der bestuurlijke formaliteiten in Frankrijk voorzien voor de bescherming der nationale arbeidsmarkt.

Immers, de reglementatie die thans op hen toegepast wordt, is in hooge mate onstandvastig en kan door eenvoudig Fransch decreet gewijzigd worden.

De Belgische grensarbeiders, die niet in Frankrijk verblijven en elken dag naar het Koninkrijk terugkeeren, zijn niet verplicht een Fransche identiteitskaart te bezitten; zij kunnen vrij binnenkomen, zijn aan geen enkel der voorschriften onderworpen die voorzien zijn om de immigratie der werkkrachten te controleren en te reglementeeren en zijn dus aan geene taxe onderworpen.

Deze feitelijke toestand wordt bestendigd door het akkoord dat U onderworpen is. Het voorziet slechts enkele, zoowel in het belang der arbeiders als in dat der betrokken Regeeringen noodzakelijk geachte formaliteiten.

Krachtens het nieuwe akkoord, zal de Belgische grensarbeider zich bij den burgemeester zijner gemeente in België dienen te voorzien van een identiteitskaart die hem zal worden afgeleverd op vertoon :

- 1^o Van een getuigschrift van goed gedrag en goede zeden;
- 2^o Van een getuigschrift van het hoofd der inrichting die hem in dienst heeft of die zich verbindt hem in dienst te nemen; dit getuigschrift moet geviséerd zijn door het bevoegde Fransche « Office public de placement ».

De kaarten van grensarbeiders die door een getuigschrift van hun werkgever

bewijzen dat zij, op het oogenblik van het in werking stellen van onderhavig akkoord, in eene nijverheids-, handels- of landbouwinrichting werkzaam waren, zullen tot op 1 Januari 1929 van rechtswege gevisceerd worden.

De Belgische seizoenarbeiders, 't is te zeggen dezen welke in Frankrijk komen werken voor een duur die niet langer is dan de tijdruimte waarvoor de Fransche identiteitskaart niet vereischt wordt (thans 60 opeenvolgende dagen), zijn aan de navolgende formaliteiten onderworpen :

Zij zullen zich bij den Burgemeester hunner gemeente, in België, moeten voorzien van eene identiteitskaart die hun zal worden afgeleverd op vertoon van :

1° Een getuigschrift van goed gedrag en goede zeden;

2° Van een getuigschrift van het hoofd der inrichting die hem in dienst heeft of die zich verbindt hem in dienst te nemen; dit getuigschrift moet door de bevoegde Fransche overheid gevisceerd zijn.

Bovendien moet de seizoenarbeider, bij het binnenkomen in het Fransche grondgebied en bij het verlaten daarvan, zijn boekje laten viseeren door den bijzonderen Franschen Commissaris en hem terzelfder tijd het bovenvermelde getuigschrift overleggen.

Deze laatste formaliteit moet toelaten contrôle uit te oefenen op den duur van het verblijf, in Frankrijk, van den seizoenarbeider en dezen laatste te vrijwaren tegen de ongewettigde reclamaties wat betreft de betaling der taxe.

Immers, indien de duur niet langer is dan 60 opeenvolgende dagen, mag de seizoenarbeider, in den loop van een jaar, gedurende verschillende periodes waarvan de duur 60 dagen niet overschrijdt, in Frankrijk verblijven, zonder aan de verplichting der identiteitskaart en aan de taxe onderworpen te zijn.

Artikel 3 van het akkoord dat U onderworpen wordt, huldigt het beginsel der kosteloze aflevering der identiteitskaart door de Belgische overheden en der visa's door de Fransche overheden, zoowel voor de grens — als voor de seizoenarbeiders.

Bovendien, beteekent het, voor de grensarbeiders, de erkenning der verworven rechten voor al degenen die in Frankrijk werken, te rekenen van het oogenblik der onderteekening van het akkoord, tot op 1 Januari 1929.

De kosteloze aflevering der kaart door de Belgische overheden, zal aan de Schatkist eene nogal aanzienlijke uitgave veroorzaken, vooral in het begin, gedurende het tijdperk der inwerkingstelling van het nieuwe regime.

Het getal Belgische werklieden die zich iederen dag en iedere week naar Frankrijk begeven, wordt op meer dan 100,000 geschat.

Herhaaldelijk werd er in administratieve en in arbeiderskringen, zoowel in België als in Frankrijk, vastgesteld dat het hoogt wenschelijk zou zijn de juiste statistiek te kennen betreffende het verkeer van grens- en seizoenarbeiders tusschen beide landen. Door het in werking stellen van het onderhavig akkoord, zal het mogelijk zijn deze leemte aan te vullen en aan de Belgische Regeering zal opdracht gegeven worden de statistiek, waarvan sprake, op te maken met behulp der gegevens verstrekt door de burgemeesters der betrokken Belgische gemeenten.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat gij aan dit wetsontwerp een gunstig onthaal zult voorbehouden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
HEYMANS.

AKKOORD

TUSSCHEN BELGIË EN FRANKRIJK

BETREFFENDE

DE GRENS- EN SEIZOENARBEIDERS

Overwegende, dat er te allen tijde een groot getal Belgische onderdanen in de in Frankrijk gelegen nijverheids-, handels- en landbouwinrichtingen zijn komen werken, die hunne woonplaats behouden in België waarheen zij iederen dag of iedere week terugkeeren;

Dat er ook, te allen tijde, Belgische onderdanen ieder jaar voor een tijd als seizoenarbeiders naar Frankrijk zijn komen werken, terwijl zij hunne woonplaats in België behouden;

Overwegende, dat er met deze bijzondere voorwaarden rekening dient te worden gehouden bij het toepassen der in Frankrijk voorziene bestuurlijke formaliteiten voor de bescherming der nationale arbeidsmarkt;

Gezien de artikelen 1 en 10 van het Fransch-Belgisch Arbeidsverdrag :

Zijn de ondergeteekende gevolmachtigden der respectieve Regeeringen overeengekomen aangaande de navolgende beschikkingen :

EERSTE ARTIKEL.

De Belgische grensarbeiders, 't is te zeggen deze die in nijverheids-, handels-, of landbouwinrichtingen gelegen in Frankrijk werken, terwijl zij hunne woonplaats behouden in België, waarheen zij, in den regel, iederen dag of iedere week terugkeeren, zijn aan de navolgende formaliteiten onderworpen :

A. — De grensarbeider dient zich bij den Burgemeester der gemeente zijner woonplaats te voorzien van eene identiteitskaart die hem door dezen laatste zal afgeleverd worden op vertoon :

1^o Van een getuigschrift van goed gedrag en goede zeden;

2^o Van een getuigschrift van het hoofd der inrichting die hem in dienst heeft of die zich verbindt hem in dienst te nemen; dit getuigschrift moet gevisceerd zijn door het bevoegde Fransche « Office public de placement ».

B. — De grensarbeider dient naderhand, binnen de acht dagen, zijne identiteitskaart door gezegd *Office public de placement* te doen viseeren.

De krachtens onderhavig akkoord afgeleverde identiteitskaart is geldig voor twee jaar.

Bij wijze van overgangsmaatregel, zullen de in 1928 afgeleverde kaarten tot op 31 December 1930 geldig zijn.

ART. 2.

De Belgische seizoenarbeiders, 't is te zeggen dezen welke, terwijl zij hunne woonplaats in België behouden, in Frankrijk in eene nijverheids-, handels-, of landbouwinrichting komen werken voor een duur die niet langer is dan de tijdruimte waarvoor de Fransche identiteitskaart niet vereischt wordt, zijn aan de navolgende formaliteiten onderworpen :

A. — De seizoenarbeider dient zich bij den Burgemeester der gemeente zijner

woonplaats te voorzien van eene identiteitskaart die hem door dezen laatste zal afgeleverd worden op vertoon van :

- 1^o Een getuigschrift van goed gedrag en goede zeden;
- 2^o Van een getuigschrift van het hoofd der inrichting die hem in dienst heeft of die zich verbindt hem in dienst te nemen; dit getuigschrift moet door de Fransche bevoegde overheid gevisceerd zijn.

De burgemeester moet op de identiteitskaart vermelden :

- a) De namen en het adres van den werkgever;
- b) Het beroep dat de seizoenarbeider moet uitoefenen;
- c) De aanduiding der Fransche overheid die het certificaat gevisceerd heeft.

B. — De seizoenarbeider moet bij het binnenkomen in het Fransche grondgebied en bij het verlaten daarvan, zijne kaart laten viseeren door den bijzonderen Franschen Commissaris en hem terzelfder tijd het bovenvermelde getuigschrift overleggen.

ART. 3.

De kaarten van grensarbeider of van seizoenarbeider worden kosteloos afgeleverd en gevisceerd.

De kaarten van grensarbeiders die door een getuigschrift van hun werkgever bewijzen dat zij, op het oogenblik van het in werking stellen van onderhavig akkoord, in eene nijverheids-, handels-, of landbouwinrichting werkzaam waren, zullen tot op 1 Januari 1929 van rechtswege gevisceerd werden.

ART. 4.

Ingeval de drager eener kaart van grens- of van seizoenarbeider een misdrijf begaat, zullen de bevoegde besturen van het eene of het andere land hem gezegde kaart afnemen.

De door het Fransche bestuur afgenomen kaarten zullen aan de Belgische Regeering teruggezonden worden, onder opgave van de reden dier afneming.

ART. 5.

Dit Akkoord zal bekrachtigd worden. De bekrachtigingen er van zullen zoo spoedig mogelijk te Parijs uitgewisseld worden. Het zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen zullen uitgewisseld zijn.

Het zal van kracht blijven tot op 31 December 1930. Vervolgens, zal het van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd worden, tenware het opgezegd werd.

Van de opzegging zal er drie maanden vóór het verstrijken van iederen termijn kennis moeten gegeven worden.

Gedaan te Parijs, in dubbel exemplaar, den 4^e Juli, negentienhonderd acht en twintig.

*De Buitengewone
en Gevolmachtigde Ambassadeur
van Z. M. den Koning der Belgen,*
(G.) E. DE GAIFFIER.

*De Minister
van Buitenlandsche Zaken
der Fransche Republiek,*
(G.) ARISTIDE BRIAND.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi
approuvant l'accord entre la Belgique
et la France relatif aux travailleurs
frontaliers et saisonniers.

Wetsontwerp
tot goedkeuring van het tusschen België
en Frankrijk gesloten akkoord betref-
fende de grens- en seizoenarbeiders.

ALBERT,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter en Notre
nom, aux Chambres législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'accord relatif aux travailleurs fron-
taliers et saisonniers conclu le 4 juil-
let 1928 entre la Belgique et la France
sortira son plein et entier effet.

Donné à Ponthierville, le 26 juil-
let 1928.

ALBERT,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken wordt gelast, in Onzen Naam,
bij de Wetgevende Kamers het wetsont-
werp in te dienen waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het vergelijk betreffende de grens- en
seizoenarbeiders, gesloten op 4 Juli
1928 tusschen België en Frankrijk, zal
zijn geheele en volle uitwerking hebben.

Gegeven, te Ponthierville, op 26 Juli
1928.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.